

00010818

GREFFE

DE

TRIBUNAL DE COMMERCE

DE LAON

R E C E P I S S E D E D E P O T

PLACE AUBRY

02000 LAON

TEL : 23.20.31.04

FAX : 23.20.35.73

ATP

LA GARENNE

ROYAUCOURT ET CHAILVERT

02000

LAON

N/REF :

N/REF : 87 B 15 / A-105

LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE LAON CERTIFIE
QU'IL LUI A ETE DEPOSE A LA DATE DU 24/02/95, SOUS LE NUMERO A-105.

P.V. D'ASSEMBLEE DU 31/12/94
STATUTS MIS A JOUR

... CONCERNANT LA SOCIETE

ATP

SOCIETE ANONYME

LA GARENNE

ROYAUCOURT ET CHAILVERT

02000 LAON

R.C.S LAON B 340 420 223 (87 B 15)

LE GREFFIER



A. T. P.

Société Anonyme au capital de 600.000 francs

Siège Social : LA GARENNE - Royaucourt Chailvet - 02000 LACN

R.C.S. : LAON 87 B 15 / SIRET : 340 420 223 00018

PROCES VERBAL DE
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 31 DECEMBRE 1994

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT QUATORZE,

Et le trente et un Décembre, à quinze heures,

Les Actionnaires de la Société "A. T. P" se sont réunis, au siège social, sur convocation du Conseil d'Administration.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par les membres du bureau en entrant en séance.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Jean-Daniel HOURCADE, Président du Conseil d'Administration.

Ont été appelés comme scrutateurs :

- Madame Aline HOURRIEZ, née HOURCADE,
- Monsieur Charles-Daniel HOURCADE

A été désigné comme Secrétaire :

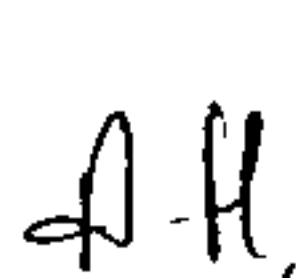
- Monsieur Gérard LONDOS.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par les membres du bureau ainsi constitué, permet de constater que tous les actionnaires, présents ou représentés, possèdent ensemble la totalité des actions composant le capital social.

En conséquence, l'Assemblée, régulièrement constituée, peut valablement délibérer.

Monsieur le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des Actionnaires :

- Le procès-verbal du Conseil d'Administration du 28 Novembre 1994,
- Le rapport du Conseil d'Administration,
- Le rapport du Commissaire aux comptes,
- La feuille de présence de l'Assemblée,
- L'ordre du jour de l'Assemblée,
- Les avis de convocation,



- La liste des Actionnaires,
- Et le texte des résolutions proposées.

Monsieur le Président déclare que tous les documents prévus par la loi ont été tenus à la disposition des actionnaires, au siège social, durant les délais légaux.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Monsieur le Président rappelle ensuite à l'Assemblée qu'elle a été convoquée et réunie à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Augmentation de capital de 120.000 Francs par incorporation de réserves pour le porter de 600.000 Francs à 720.000 Francs et attribution gratuite d'actions aux actionnaires,
- Augmentation de capital de 280.000 Francs pour le porter de 720.000 Francs à 1.000.000 Francs par l'émission de 2.800 actions d'une valeur nominale de 100 francs émises au pair dont la souscription sera réservée à une personne déjà actionnaire. En conséquence suppression du droit préférentiel de souscription au profit de cette personne,
- Modification corrélative des articles 6 et 7 des statuts,
- Questions diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissements des formalités.

Puis, Monsieur le Président donne lecture du rapport du Conseil d'Administration indiquant notamment les motifs de l'augmentation de capital.

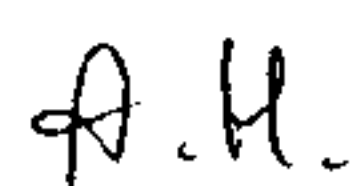
Il est ensuite donné lecture du rapports Monsieur Pierre RAPETTI, Commissaire aux Comptes, confirmant l'exactitude et la sincérité des éléments de calcul retenus par le Conseil d'Administration.

Ces lectures terminées,, Monsiuer le Président déclare la discussion ouverte.

Après échange de vues, diverses observations et explications, Monsieur le Président, constatant que personne ne demande plus la parole, met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration, et, constatant que le capital social est intégralement libéré, décide d'augmenter le capital social par incorporation de réserves à hauteur de


 - 2 -  

CENT VINGT MILLE FRANCS (120.000 F) pour le porter de SIX CENT MILLE FRANCS (600.000 F) à SEPT CENT VINGT MILLE FRANCS (720.000 F), par création de MILLE DEUX CENTS (1.200) actions nouvelles de CENT FRANCS (100 F) chacune, attribuées gratuitement aux actionnaires à raison de 1 action nouvelle pour 5 actions anciennes.

Ces actions porteront jouissance à compter de ce jour.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes, décide d'augmenter le capital social, qui s'élève à SEPT CENT VINGT MILLE FRANCS (720.000 F) suite à l'augmentation de capital prévue dans la première résolution, d'une somme de DEUX CENT QUATRE VINGT MILLE FRANCS (280.000 F) par l'émission de DEUX MILLE HUIT CENTS (2.800) actions de CENT FRANCS (100 F) chacune.

L'Assemblée Générale décide de supprimer le droit préférentiel de souscription réservé aux actionnaires et de réserver la souscription de la totalité des DEUX MILLE HUIT CENTS (2.800) actions nouvelles à émettre à Monsieur Jean-Daniel HOURCADE, déjà actionnaire.

Ces DEUX MILLE HUIT CENTS (2.800) actions émises au pair, seront libérées intégralement au moment de la souscription par voie de compensation avec une créance liquide, certaine et exigible, détenue par Monsieur Jean-Daniel HOURCADE, au titre du crédit de son compte courant.

Ces DEUX MILLE HUIT CENTS (2.800) actions nouvelles qui seront soumises à toutes les dispositions statutaires seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

Monsieur Jean-Daniel HOURCADE, bénéficiaire du droit préférentiel de souscription, se déclare prêt à souscrire immédiatement à la totalité des actions émises.

En conséquence, il signe, à l'instant même, le bulletin de souscription annexé aux présentes.

L'Assemblée Générale Extraordinaire constate en conséquence que la souscription de l'augmentation de capital se trouve close, et que l'intégralité des actions émises en représentation de ladite augmentation de capital ont été souscrites.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité,

 A.H. - 3 -  

Observation faite que Monsieur Jean-Daniel HOURCADE, bénéficiaire de la renonciation du droit préférentiel de souscription, n'a pas pris part au vote.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide, en conséquence des résolutions qui précèdent, de modifier les articles 6 et 7 des statuts de la manière suivante :

ARTICLE 6 - APPORTS

Lors de la constitution de la Société, il a été apporté par les actionnaires, en numéraire, la somme de DEUX CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (250.000 F).

Aux termes du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 Décembre 1988, le capital social a été porté de DEUX CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (250.000 F) à SIX CENT MILLE FRANCS (600.000 F) par incorporation au capital d'une somme de TROIS CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (350.000 F) prélevée sur le compte courant de Monsieur Jean-Daniel HOURCADE, dont la souscription lui a été réservée.

Aux termes du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 Décembre 1994, le capital social a été porté de SIX CENT MILLE FRANCS (600.000 F) à SEPT CENT VINGT MILLE FRANCS (720.000 F) par incorporation de réserves à hauteur de CENT VINGT MILLE FRANCS (120.000 F).

Aux termes du même procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 Décembre 1994, le capital social a été porté de SEPT CENT VINGT MILLE FRANCS (720.000 F) à UN MILLION DE FRANCS (1.000.000 de F) par incorporation au capital d'une somme de DEUX CENT QUATRE VINGT MILLE FRANCS (280.000 F) prélevée sur le compte courant de Monsieur Jean-Daniel HOURCADE, dont la souscription lui a été réservée.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de UN MILLION DE FRANCS (1.000.000 de F), divisé en DIX MILLE (10.000) actions de CENT FRANCS (100 F) chacune, toute de même catégorie, entièrement libérées et portant les numéros 1 à 10.000, compte tenu des augmentations de capital intervenues.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité



A.H.



QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration à l'effet de mener à bonne fin les opérations décidées par la présente Assemblée et notamment pour modifier corrélativement les statuts.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

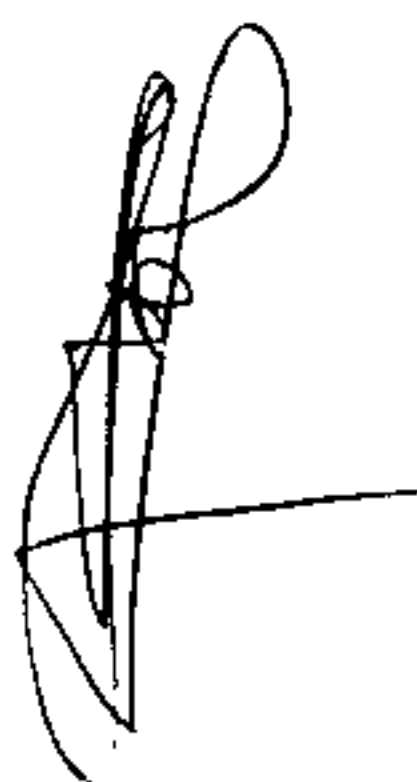
CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'effectuer toutes les formalités légales et administratives.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par les membres du bureau.



A. T. P.
Société Anonyme au capital de 600.000 francs
Siège Social : LA GARENNE - Royaucourt Chailvet - 02000 LAON
R.C.S. : LAON 87 B 15 / SIRET : 340 420 223 00018

PROCES VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DU 31 DECEMBRE 1994

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINT QUATORZE

Et le trente et un Décembre, à l'issue de l'Assemblée Générale Extraordinaire de ce jour qui s'est réunie en vue d'augmenter le capital social,

Les Administrateurs de la société "A.T.P." se sont réunis au siège social, sur convocation faite par le Président du Conseil d'Administration.

Sont présents :

- Monsieur Jean-Daniel HOURCADE, Président du Conseil d'Administration,
- Monsieur Charles-Daniel HOURCADE,
- Madame Aline HOURRIEZ, née HOURCADE,

Seuls administrateurs de la Société.

Monsieur Pierre RAPETTI, Commissaire aux Comptes, dûment convoqué s'est fait excuser.

Monsieur le Président constate que tous les membres composant le Conseil d'Administration étant présents, le Conseil peut valablement délibérer.

Monsieur le Président rappelle au Conseil que l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires qui s'est tenue, ce jour, au siège social, à quinze heures, a décidé d'augmenter le capital social et de le porter de SIX CENT MILLE FRANCS (600.000 F) à UN MILLION DE FRANCS (1.000.000 de F) au moyen d'une double augmentation de capital, savoir :

1°/ Le capital social a été augmenté de la somme de CENT VINGT MILLE FRANCS (120.000 F) pour être porté de son montant actuel, soit SIX CENT MILLE FRANCS (600.000 F) à SEPT CENT VINGT MILLE FRANCS (720.000 F) au moyen d'incorporation de réserves à hauteur de CENT VINGT MILLE FRANCS (120.000 F) et émission de MILLE DEUX CENTS (1.200) actions de CENT FRANCS (100 F) chacune, par attribution d'une action nouvelle pour cinq actions anciennes.

2°/ Le capital social a été augmenté d'une somme de DEUX CENT QUATRE VINGT MILLE FRANCS (280.000 F) pour être porté

 A.H. 

de SEPT CENT VINGT MILLE FRANCS (720.000 F) à UN MILLION DE FRANCS (1.000.000 de F) par l'émission de DEUX MILLE HUIT CENTS (2.800) actions, par versement d'espèces ou par compensation avec des créances liquides, certaines et exigibles sur la Société.

Cette Assemblée a décidé également de supprimer le droit préférentiel de souscription réservé aux autres actionnaires et de réserver la totalité de la souscription des 2.800 actions nouvelles à Monsieur Jean-Daniel HOURCADE, actionnaire.

Monsieur le Président expose au Conseil qu'il a été réuni et convoqué en vue de procéder à l'arrêté des comptes et de constater la réalisation définitive de l'augmentation de capital.

Le Conseil, après en avoir délibéré :

- Constate la clôture des souscriptions par anticipation à la date de ce jour.
- Connaissance prise des souscriptions d'actions avec déclaration d'une libération par voie de compensation avec une créance liquide, certaine et exigible sur la Société, établit l'arrêté du compte de Monsieur Jean-Daniel HOURCADE, souscripteur créancier, à la date de ce jour, comme suit :
 - . Monsieur Jean-Daniel HOURCADE, souscripteur de 2.800 actions, libérables à la souscription, à hauteur de 280.000 F.

Créance arrêtée à F. 280.000, le 31 Décembre 1994.

Cet arrêté de compte sera certifié exact par le Commissaire aux Comptes.

Le total de la souscription libérée par compensation est de 280.000 F.

- Sous condition de l'établissement du certificat de la libération par compensation, modifie ainsi qu'il suit les articles 6 et 7 des statuts :

ARTICLE 6 - APPORTS

Lors de la constitution de la Société, il a été apporté par les actionnaires, en numéraire, la somme de DEUX CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (250.000 F).

Aux termes du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 Décembre 1988, le capital social a été porté de DEUX CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (250.000 F) à SIX

 A.H. - 2 - 

CENT MILLE FRANCS (600.000 F) par incorporation au capital d'une somme de TROIS CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (350.000 F) prélevée sur le compte courant de Monsieur Jean-Daniel HOURCADE, dont la souscription lui a été réservée.

Aux termes du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 Décembre 1994, le capital social a été porté de SIX CENT MILLE FRANCS (600.000 F) à SEPT CENT VINGT MILLE FRANCS (720.000 F) par incorporation de réserves à hauteur de CENT VINGT MILLE FRANCS (120.000 F).

Aux termes du même procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 Décembre 1994, le capital social a été porté de SEPT CENT VINGT MILLE FRANCS (720.000 F) à UN MILLION DE FRANCS (1.000.000 de F) par incorporation au capital d'une somme de DEUX CENT QUATRE VINGT MILLE FRANCS (280.000 F) prélevée sur le compte courant de Monsieur Jean-Daniel HOURCADE, dont la souscription lui a été réservée.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de UN MILLION DE FRANCS (1.000.000 de F), divisé en DIX MILLE (10.000) actions de CENT FRANCS (100 F) chacune, toute de même catégorie, entièrement libérées et portant les numéros 1 à 10.000, compte tenu des augmentations de capital intervenues.

- Constate que l'augmentation du capital social sera réalisé au jour de l'établissement du certificat visé ci-dessus.
- Donne tous pouvoirs à Monsieur Jean-Daniel HOURCADE, Président du Conseil d'Administration, à l'effet de prendre toutes mesures utiles et remplir toutes formalités nécessaires pour parvenir à la bonne fin des opérations.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par les Administrateurs présents.



VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ
A LAON R.D. LE 25 JAN 1995

Vol. 575 F. 61 DORD. N° 52/2

REÇU { - Dt LE N° 52/2
- Dts D'ENREG. 280.000 francs
280.000 francs
280.000 francs

Signature :

A.T.P.

Société Anonyme au capital de 1.000.000 de F

Siège Social : La Garenne - ROYAUCOURT ET CHAILVET - 02000 LAON

R.C.S. LAON B 340.420.223. (87 B 15)

STATUTS MIS A JOUR AU 31 DECEMBRE 1994

(AUGMENTATION DE CAPITAL DE 600.000 F A 1.000.000 de F)

TITRE PREMIER

FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

ARTICLE 1ER - FORME DE LA SOCIETE

Il est formé entre les propriétaires des actions créées et celles qui pourront l'être ultérieurement, une Société Anonyme qui sera régie par les lois en vigueur et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, directement ou indirectement, en tous pays :

- La réparation,
- L'achat et la vente de matériels et pièces détachées automobiles et industrielles, neuves et d'occasion,
- Le négoce de véhicules automobiles et industriels et de matériels d'occasion,
- La vente de ferrailles.

Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes.

Elle pourra prendre, sous toutes formes, tous intérêts et participations dans toutes sociétés ou entreprises françaises ou étrangères ayant un objet similaire, ou de nature à développer ses propres affaires.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination sociale est : **A.T.P.**

Dans tous les actes, lettres, factures, annonces, publications et autres documents, de toute nature, émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie de la mention "Société Anonyme", ou des initiales "S.A." et de l'énonciation du montant du capital social.

La date, le lieu et le numéro d'immatriculation de la Société devront être indiqués.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à : La Garenne - ROYAUCOURT ET CHAILVET - 02000 LAON.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification de cette décision par la plus proche Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à CINQUANTE (50) ANNEES à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Conseil d'Administration devra convoquer une réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires à l'effet de décider si la Société doit être prorogée.

A défaut, tout Actionnaire, après avoir vainement mis la Société en demeure, pourra demander au Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la réunion et la décision prévues.

TITRE IIAPPORTS - CAPITAL SOCIAL - ACTIONSARTICLE 6 - APPORTS

Lors de la constitution de la Société, il a été apporté par les actionnaires, en numéraire, la somme de DEUX CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (250.000 F).

Aux termes du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 Décembre 1988, le capital social a été porté de DEUX CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (250.000 F) à SIX CENT MILLE FRANCS (600.000 F) par incorporation au capital d'une somme de TROIS CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (350.000 F) prélevée sur le compte courant de Monsieur Jean-Daniel HOURCADE, dont la souscription lui a été réservée.

Aux termes du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 Décembre 1994, le capital social a été porté de SIX CENT MILLE FRANCS (600.000 F) à SEPT CENT VINGT MILLE FRANCS (720.000 F) par incorporation de réserves à hauteur de CENT VINGT MILLE FRANCS (120.000 F).

Aux termes du même procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 Décembre 1994, le capital social a été porté de SEPT CENT VINGT MILLE FRANCS (720.000 F) à UN MILLION DE FRANCS (1.000.000 de F) par incorporation au capital d'une somme de DEUX CENT QUATRE VINGT MILLE FRANCS (280.000 F) prélevée sur le compte courant de Monsieur Jean-Daniel HOURCADE, dont la souscription lui a été réservée.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de UN MILLION DE FRANCS (1.000.000 de F), divisé en DIX MILLE (10.000) actions de CENT FRANCS (100 F) chacune, toutes de même catégorie, entièrement libérées et portant les numéros 1 à 10.000, compte tenu des augmentations de capital intervenues.

ARTICLE 8 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

- I. Le capital social peut être augmenté par une décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires. Lorsque l'augmentation de capital a lieu par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, l'assemblée générale extraordinaire qui la décide statue aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires.

L'assemblée générale peut déléguer au Conseil d'Administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser conformément aux dispositions législatives et réglementaires, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En cas d'augmentation de capital en numéraire, le capital ancien doit, au préalable, être intégralement libéré.

En cas d'augmentation de capital en numéraire, les actionnaires seront admis à souscrire ces actions tant à titre irréductible qu'à titre réductibles dans les conditions prévues à l'article 184 de la loi du 24 Juillet 1966.

Le Conseil pourra répartir les actions en numéraire qui ne seraient pas souscrites tant à titre irréductible que réductible. Compte tenu de cette répartition, le Conseil pourra, si l'assemblée l'a expressément prévu, décider de limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions sous réserve que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'augmentation décidée. A défaut, l'augmentation de capital n'est pas réalisée.

La renonciation éventuelle au droit préférentiel de souscription se fera conformément à la loi.

En cas d'apports en nature ou de stipulation d'avantages particuliers, un ou plusieurs commissaires aux apports sont désignés, conformément aux dispositions de l'article 193 de la loi du 24 Juillet 1966.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

- II. La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'assemblée générale extraordinaire aux conditions prévues par la loi et les règlements ; l'assemblée peut déléguer tous pouvoirs au Conseil à l'effet de la réaliser.

Les droits des créanciers et obligataires seront exercés et protégés conformément à l'article 216 modifié de la loi du 24 Juillet 1966.

La réduction de capital social, quelle qu'en soit la cause, à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société : celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le Tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Les droits des créanciers et obligataires seront exercés et protégés conformément à l'article 216 modifié de la Loi du 24 Juillet 1966.

L'achat ou la prise en gage par la société de ses propres actions sont interdits, sauf dispositions légales.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Conseil d'Administration dans le délai de cinq ans à compter du jour où cette augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs par lettre recommandée avec accusé de réception expédié trente jours au moins avant la date fixée pour chaque versement.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal l'an, jour par jour, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la Loi.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription au compte de leur propriétaire dans les conditions et selon les modalités prévues par les textes en vigueur.

ARTICLE 11 - CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

- I. La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère par virement de compte à compte et par une inscription sur le registre des mouvements coté et paraphé.

La transmission des actions, à titre gratuit, ou en suite de décès, s'opère également par un transfert mentionné sur les registres tenus à cet effet au siège social, sur justification de la mutation dans les conditions légales.

- II. Les actions de numéraire ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, ou l'inscription à ce registre de la mention modificative si elles proviennent d'une augmentation de capital.

Les actions d'apport intégralement libérées dès leur émission ne sont négociables que deux ans après l'accomplissement de la même formalité, sous réserve des exceptions prévues par la Loi. Pendant ce délai, elles peuvent cependant être cédées par les voies civiles en observant les formalités prévues à l'article 1690 du Code Civil.

- III. Sauf en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant, la cession d'actions à un tiers à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable du Conseil d'Administration.

A cet effet, le cédant doit notifier à la société, une demande d'agrément indiquant l'identité du cessionnaire, le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix offert. L'agrément résulte soit d'une notification émanant du Conseil, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.

En cas de refus de l'agrément du cessionnaire proposé et à moins que le cédant décide de renoncer à la cession envisagée, le Conseil d'Administration est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions soit par un actionnaire ou par un tiers, soit par la société en vue d'une réduction de capital, mais en ce cas, avec le consentement du cédant.

Cette acquisition a lieu moyennant un prix qui, à défaut d'accord entre les parties, est déterminé par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843 - 5 du Code Civil.

Si, à l'expiration du délai de trois mois ci-dessus prévu, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la société.

- IV. Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions à un tiers, même aux adjudications publiques en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement.
- V. En cas d'augmentation de capital par émission d'actions de numéraire la cession des droits de souscription est libre ou est soumise à autorisation du Conseil dans les conditions prévues au § III ci-dessus.
- VI. La cession de droit à attribution d'actions gratuites, en cas d'incorporation au capital de bénéfices, réserves, provisions ou primes d'émission ou de fusion, est assimilée à la cession des actions gratuites elles-mêmes et doit donner lieu à demande d'agrément dans les conditions définies au § III ci-dessus.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

- I. Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

En outre, elle donne droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales dans les conditions légales et statutaires.

- II. Les actionnaires ne sont responsables que jusqu'à concurrence, du montant nominal des actions qu'ils possèdent ; au-delà, tout appel de fonds est interdit.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

Les héritiers, créanciers, ayants droits ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer dans les actes de son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

- III. Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente de titres nécessaires.

- IV. A moins d'une prohibition légale, il sera fait masse entre toutes les actions de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à toute répartition ou à tout remboursement au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale et de leur jouissance respectives, toutes les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

ARTICLE 13 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS - NUE PROPRIETE - USUFRUIT

- I. Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

- II. Sauf convention contraire notifiée à la société, les usufruitiers d'actions représentent valablement les nus-propriétaires à l'égard de la société ; toutefois, le droit de vote appartient au nu-propriétaire dans les assemblées générales nécessaires.

ARTICLE 14 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

La société est administrée par un conseil d'administration de trois membres au moins et de douze au plus, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion.

Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de 75 ans, sa nomination a pour effet de porter à plus du tiers, des membres du Conseil, le nombre d'Administrateurs ayant dépassé cet âge. Si, du fait qu'un Administrateur en fonctions vient à dépasser l'âge de 75 ans, la proportion du tiers ci-dessus visée est dépassée, l'Administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine assemblée générale ordinaire.

En cours de société, les Administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

La durée de leurs fonctions est de six années ; elle expire à l'issue de l'assemblée qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

Les Administrateurs sont toujours rééligibles.

Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale ordinaire.

En cas de vacance par décès ou démission d'un ou plusieurs sièges d'Administrateur, le Conseil d'Administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire.

Toutefois, s'il ne reste plus qu'un seul ou que deux Administrateurs en fonctions, celui-ci ou ceux-ci, ou à défaut le ou les Commissaires aux Comptes, doivent convoquer immédiatement l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à l'effet de compléter le Conseil.

Les nominations d'Administrateurs faites par le Conseil d'Administration sont soumises à la ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le Conseil n'en demeurent pas moins valables.

L'Administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonctions que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Les Administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales ; ces dernières doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était Administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente : ce mandat de représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente ; il doit être renouvelé à chaque renouvellement de mandat de celle-ci.

Si la personne morale révoque le mandat de son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à la société, sans délai, par lettre recommandée, ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent : il en est de même en cas de décès, de démission ou d'empêchement prolongé du représentant permanent.

Les Administrateurs personnes physiques ne peuvent appartenir au total à plus de huit Conseils d'Administration ou Conseils de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège en France Métropolitaine, sauf les exceptions prévues par la Loi.

Un salarié de la société peut être nommé Administrateur si son contrat de travail est antérieur de deux années au moins à sa nomination et correspond à un emploi effectif. Toutefois, le nombre des Administrateurs liés à la société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des Administrateurs en fonctions.

ARTICLE 15 - ACTIONS DE GARANTIE

Les Administrateurs doivent être chacun propriétaire de cinq actions au moins affectées à la garantie de tous les actes de la gestion.

Ces actions sont inaliénables et ne peuvent être données en gage.

Les Administrateurs nommés en cours de société pourront ne pas être actionnaires au moment de leur nomination mais doivent le devenir dans le délai de trois mois à défaut de quoi, ils seront réputés démissionnaires d'office.

L'ancien Administrateur ou ses ayants droits recouvre la libre disposition des actions de garantie du seul fait de l'approbation par l'assemblée générale ordinaire des comptes du dernier exercice pendant lequel il a été en fonction.

ARTICLE 16 - BUREAU DU CONSEIL

Le Conseil d'Administration nomme, parmi ses membres personnes physiques, un Président dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de son mandat d'Administrateur.

Nul ne peut être nommé Président Directeur Général s'il est âgé de plus de 75 ans. D'autre part, si le Président Directeur Général vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine réunion du Conseil d'Administration.

Le Conseil peut nommer également un secrétaire, même en dehors de ses membres.

En cas d'absence ou d'empêchement du Président, le Conseil désigne à chaque séance celui de ses membres présents qui doit présider la séance.

Le Président et le Secrétaire peuvent toujours être réélus.

ARTICLE 17 - DELIBERATIONS DU CONSEIL

Les Administrateurs sont convoqués aux séances du Conseil d'Administration par tous moyens, même verbalement.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les Administrateurs participant à la séance du Conseil d'Administration.

Les délibérations sont prises aux conditions de quorum et de majorité prévues par la Loi. En cas de partage des voix, celle du Président de la séance est prépondérante.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la Loi.

ARTICLE 18 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société : il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la Loi aux assemblées d'actionnaires.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Conseil d'Administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Tous actes d'administration et même de disposition qui ne sont pas expressément réservés à l'assemblée générale par la Loi et par les présents statuts sont de sa compétence.

Le Conseil d'Administration peut consentir à tous mandataires de son choix, toutes délégations de pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la Loi et par les présents statuts. Il peut décider la création des comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son Président soumet pour avis à leur examen.

ARTICLE 19 - DIRECTION GENERALE - DELEGATION DE POUVOIRS - SIGNATURE SOCIALE

- I. Le Président du Conseil d'Administration assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société et la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, sous réserve toutefois des pouvoirs expressément attribués par la Loi aux assemblées générales et des pouvoirs spécifiques du Conseil d'Administration ainsi que des dispositions de la Loi concernant les cautions, avals ou garanties.

Toute limitation de ces pouvoirs par décision du Conseil d'Administration est sans effet à l'égard des tiers.

Le Président engage la société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Sous cette réserve, le Conseil d'Administration peut déléguer à son Président, les pouvoirs qu'il juge nécessaires, avec faculté de substituer partiellement dans ces pouvoirs, autant de mandataires qu'il avisera.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du Président, le Conseil d'Administration peut déléguer un Administrateur dans les fonctions de Président : en cas d'empêchement, cette délégation est de durée limitée et renouvelable : en cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau Président.

II. Sur la proposition du Président, le Conseil d'Administration peut nommer un Directeur Général, et dans le cas autorisé par la Loi, deux Directeurs Généraux.

Les Directeurs Généraux sont obligatoirement des personnes physiques.

Ils peuvent être choisis parmi les Administrateurs ou en dehors d'eux.

Nul ne peut être nommé Directeur Général s'il est âgé de plus de 75 ans. D'autre part, si un Directeur Général en fonctions vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire à l'issue de la plus prochaine réunion du Conseil d'Administration.

Les Directeurs Généraux sont révocables à tout moment par le Conseil d'Administration, sur la proposition du Président : en cas de décès, démission ou révocation de ce dernier, ils conservent, sauf décision contraire du Conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

L'étendue et la durée des pouvoirs délégués aux Directeurs Généraux, sont déterminés par le Conseil d'Administration, en accord avec le Président. Toutefois, la limitation de ces pouvoirs n'est pas opposable aux tiers, vis-à-vis desquels le Directeur Général a les mêmes pouvoirs que le Président.

Lorsqu'un Directeur Général est Administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

ARTICLE 20 - REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS, DU PRESIDENT, DES DIRECTEURS GENERAUX ET DES MANDATAIRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

I. L'assemblée générale peut allouer aux Administrateurs, en rémunération de leur activité, une somme fixe annuelle, à titre de jetons de présence, dont le montant est porté aux frais généraux de la société.

Le Conseil d'Administration répartit cette rémunération entre ses membres comme il l'entend.

II. La rémunération du Président du Conseil d'Administration, et celle du ou des Directeurs Généraux, est fixée par le Conseil d'Administration.

Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle.

III. Il peut être alloué par le Conseil d'Administration, des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des Administrateurs : dans ce cas, ces rémunérations sont portées aux charges d'exploitation et soumises à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire dans les conditions prévues à l'article 21 des statuts.

IV. Aucune autre rémunération, permanente ou non, que celles-ici prévues ne peut être allouée aux Administrateurs, sauf s'ils sont liés à la société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la Loi.

ARTICLE 21 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET UN ADMINISTRATEUR OU UN DIRECTEUR GÉNÉRAL

Les conventions qui peuvent être passées entre la société et l'un de ses Administrateurs ou Directeurs Généraux sont soumises aux formalités d'autorisation et de contrôle prescrites par la Loi.

Il en est de même pour les conventions entre la société et une autre entreprise, si l'un des Administrateurs ou Directeurs Généraux de la société est propriétaire, associé en nom, gérant, Administrateur, Directeur Général, membre du Conseil de surveillance ou du Directoire de l'entreprise.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la société et conclues à des conditions normales.

TITRE IV - COMMISSAIRE AUX COMPTES

ARTICLE 22 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

L'assemblée désigne un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants remplissant les conditions fixées par la Loi et les Règlements.

Les Commissaires aux Comptes sont nommés pour six exercices, leurs fonctions expirant après l'assemblée générale qui statue sur les comptes du sixième exercice. Ils sont rééligibles. Les Commissaires aux Comptes sont investis des fonctions et des pouvoirs que leur confère la Loi.

ARTICLE 23 - ASSEMBLEES GENERALES

Les décisions des actionnaires sont prises en assemblée générale.

Les assemblées générales ordinaires sont celles qui sont appelées à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Les assemblées générales extraordinaires sont celles appelées à décider ou autoriser des modifications directes ou indirectes des statuts.

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur une modification des droits des actions de cette catégorie.

Les délibérations des assemblées obligent tous les actionnaires même absents, dissidents ou incapables.

ARTICLE 24 - CONVOCATION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les assemblées générales sont convoquées soit par le Conseil d'Administration ou, à défaut, par le ou les Commissaires aux Comptes, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs actionnaires réunissant le 1/10 au moins du capital.

Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est faite dans les conditions fixées par la Loi, notamment, les actions étant nominatives, la convocation pourra être faite, aux frais de la société, par lettre recommandée adressée à chaque actionnaire.

Lorsqu'une assemblée n'a pu délibérer, faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées six jours francs au moins d'avance dans les mêmes formes que la première. L'avis et les lettres de convocation de cette deuxième assemblée reproduisent la date de l'ordre du jour de la première.

ARTICLE 25 - ORDRE DU JOUR

- I. L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation conformément à l'article 160 modifié de la Loi du 24 Juillet 1966 et aux articles 128 à 131 du Décret du 23 Mars 1967 modifiés.
- II. Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins la quotité du capital social et agissant dans les conditions et délais fixés par la Loi, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions autres que ceux concernant la présentation de candidats au Conseil d'Administration.

- III. L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs Administrateurs et procéder à leur remplacement.

ARTICLE 26 - ACCES AUX ASSEMBLEES - POUVOIRS

Un actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée par un autre actionnaire ou son conjoint. La procuration spécifique pour chaque assemblée est signée par le mandant qui indique ses nom, prénoms, et domicile.

Le mandataire n'a pas la faculté de se substituer à une autre personne.

Les titulaires d'actions nominatives, depuis 5 ans au moins avant l'assemblée peuvent assister ou se faire représenter à l'assemblée sans formalité préalable.

Pour toute procuration d'un actionnaire sans indication de mandataire, le Président de l'assemblée générale émet un vote favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par le Conseil d'Administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution.

Le vote par correspondance s'exerce selon les conditions et modalités fixées par les dispositions législatives et réglementaires. Les personnes morales participent aux assemblées par leurs représentants légaux ou par toute personne dûment et régulièrement habilitée par ces derniers.

ARTICLE 27 - FEUILLE DE PRESENCE - BUREAUX - PROCES-VERBAUX

- I. A chaque assemblée, est tenue une feuille de présence contenant les indications prescrites par la Loi.

Cette feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires présents, et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

- II. Les assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un Administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil. A défaut, l'assemblée élit elle-même son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires présents et acceptants, représentant, tant par eux-mêmes, que comme mandataires, le plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi composé désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

- III. Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la Loi.

ARTICLE 28 - QUORUM - VOTE - NOMBRE DE VOIX

- I. Dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires, le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, et dans les assemblées spéciales, sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la Loi.
- II. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix.
- III. Le vote a lieu et les suffrages sont exprimés, à main levée, ou par assis et levés, ou par appel nominal, selon ce qu'en décide le bureau de l'assemblée ou les actionnaires.

ARTICLE 29 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire est réunie au moins une fois l'an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

Elle ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

ARTICLE 30 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'assemblée générale extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions et décider notamment la transformation de la société en société d'une autre forme civile ou commerciale. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

L'Assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, la moitié et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

Par dérogation légale aux dispositions qui précèdent, l'assemblée générale qui décide une augmentation de capital par voie d'incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, peut statuer aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire.

En outre, dans les assemblées générales extraordinaires à forme constitutive, c'est à dire celles appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire, n'a voix délibérative, ni pour lui-même, ni comme mandataire et chacun des autres actionnaires dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède sans que ce nombre puisse excéder dix, le mandataire d'un actionnaire disposant des voix de son mandat dans les mêmes conditions et la même limite.

ARTICLE 31 - ASSEMBLEES SPECIALES

S'il existe plusieurs catégories d'actions, aucune modification ne peut être faite aux droits des actions d'une de ces catégories, sans vote conforme d'une assemblée générale extraordinaire ouverte à tous les actionnaires et, en outre, sans vote également conforme d'une assemblée spéciale ouverte aux seuls propriétaires des actions de la catégorie intéressée.

Les assemblées spéciales sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que l'assemblée générale extraordinaire sous réserve des dispositions particulières applicables aux assemblées de titulaires d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

ARTICLE 32 - DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement informé sur la gestion et le contrôle de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la Loi.

TITRE VI - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES BENEFICES

ARTICLE 33 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er JANVIER de chaque année et se termine le 31 DECEMBRE de la même année. Le premier exercice social commence du jour de la constitution de la société au 31 DECEMBRE 1987.

ARTICLE 34 - INVENTAIRE - BILAN - COMPTES

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration dresse l'inventaire et les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et une annexe. Il établit en outre le rapport de gestion écrit.

Ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux Comptes dans les conditions légales et réglementaires en vigueur.

A compter de la convocation de l'assemblée générale ordinaire annuelle et au moins pendant le délai de quinze jours qui précède la date de la réunion, tout actionnaire peut prendre connaissance au siège social des documents dont la communication est prévue par les lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 35 - FIXATION - AFFECTATION - ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, y compris tous amortissements et provisions constituent des bénéfices nets ou les pertes de l'exercice.

Sur les bénéfices nets de chaque exercice, diminués, le cas échéant, des pertes antérieures, sont tout d'abord prélevées les sommes à porter en réserve en application de la Loi. Ainsi, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fond de réserve légale : ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fond atteint le dixième du capital social : il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la Loi, et augmenté du report bénéficiaire.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre toutes les actions, proportionnellement à leur montant libéré et non amorti.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque l'actif net est ou deviendrait à la suite de celle-ci inférieur au montant du capital augmenté des réserves que la Loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de disposition exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, inscrites à un compte spécial, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 36 - MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'assemblée générale, ou à défaut, par le Conseil d'Administration.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des actionnaires sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 37 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration est tenu de réunir une Assemblée générale extraordinaire dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. La résolution adoptée par l'assemblée est publiée et donne lieu à l'accomplissement des formalités réglementaires.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et sous réserve des dispositions légales ayant trait au montant minimum du capital des sociétés anonymes, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pas été imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

A défaut de réunion de l'assemblée générale, comme dans le cas où cette assemblée n'a pas pu délibérer valablement sur dernière convocation, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les dispositions de l'alinéa 2 ci-dessus n'ont pas été appliquées. Dans tous les cas, le Tribunal peut accorder à la société un délai maximal de six mois pour régulariser la situation ; il ne peut prononcer la dissolution, si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

ARTICLE 38 - ACHAT PAR LA SOCIETE D'UN BIEN APPARTENANT A UN ACTIONNAIRE

Lorsque la société, dans les deux ans suivant son immatriculation, acquiert un bien appartenant à un actionnaire et dont la valeur est au moins égale à un dixième du capital social, un commissaire, chargé d'apprécier, sous sa responsabilité, la valeur de ce bien, est désigné par décision de justice, à la demande du Président du Conseil d'Administration.

Le rapport du Commissaire est mis à la disposition des actionnaires. L'assemblée générale ordinaire statue sur l'évaluation du bien, à peine de nullité de l'acquisition.

Le vendeur n'a voix délibérative, ni pour lui-même ni comme mandataire.

ARTICLE 39 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Il y aura dissolution de la société à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette assemblée générale extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires.

Le liquidateur représente la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'assemblée générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions, est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

ARTICLE 40 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires, les administrateurs et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la Loi et soumises à la juridiction des Tribunaux compétents.

FAIT A LAON,
LE 31 DECEMBRE 1994.

Certifié Conforme
Certifié Conforme

